

HAÏTI

nouvelles
images d'

BULLETIN MENSUEL DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE
Supplément à Une Semaine en Haïti

EDITORIAL _____ septembre 2010 - n° 89

SOMMAIRE

P. 1 - 3

Haïti, pays surréaliste ?

P. 4 - 5

Actualité du mois

P. 5 - 6

Vu dans la presse et dans l'édition

P. 7 - 8

Le Collectif Haïti de France

Retour d'Haïti. Haïtien, français ou africain, ils reviennent d'Haïti bouleversés. Deux saisons ont passé depuis le tremblement de terre et, en cette fin d'été, à leur retour, ils sont sous le choc de ce qu'ils ont vu et entendu. Frantz était en Haïti pour relancer l'action médicale de la Fondation Max Cadet soutenue de longue date depuis la France; Jean-Michel et Yaovi Wulfran pour la jeune association Zanmi Zetoil Ayiti; Yaovi, béninois togolais venait en Haïti pour la première fois.

Aux mots de Frantz et Jean-Michel, nous avons mêlé des passages du magnifique carnet de voyage de Yaovi Wulfran, intitulé « Haïti, douze jours au milieu des tombes » et édité par l'association Zanmi Zetoil Ayiti.

C'est leur témoignage à tous les trois que nous vous transmettons aujourd'hui : leur émotion est si violente, si charnelle, qu'on ne peut que les écouter et se taire. Et puis s'interroger...

Haïti, pays surréaliste ?

Mon interlocuteur haïtien revenant d'Haïti, emploie le mot surréaliste ; il le prend dans son sens familier c'est à dire bizarre, étrange...

Surréalisme religieux

Surréalisme religieux, pense-t-il, dès son arrivée à l'aéroport de Port-au-Prince en voyant débarquer des groupes

religieux de personnes d'âges variés portant des croix et des uniformes, des foulards de différentes couleurs, comme de bons soldats assurant la relève.

Arrivé dans la maison qui l'héberge il entend des chants

amplifiés, avec force décibels, et qui résonnent dans tout le quartier répétant : «Vous êtes sous la domination de Satan». A l'entrée de Pétionville, à proximité d'un camp de déplacés, une banderole géante, suspendue d'un côté de la chaussée à un feu de signalisation et de l'autre à un réverbère, rappelle elle aussi la nécessité pour le pays d'être délivré : Gran jounen priyè pou delivre Ayiti. Tèm : ann al plede devan Bondye pou delivre peyi nou an.

Pourquoi les autorités, n'ont-elle pas pensé à mettre en place une structure permanente chargée de l'explication scientifique des phénomènes naturels laissant ainsi libre-cours aux interprétations les plus farfelues ?

Pourquoi cette utilisation du sentiment religieux pour détourner les Haïtiens de la réalité, les empêcher de comprendre les phénomènes géologiques, les distraire de l'interpellation nécessaire de leurs responsables politiques? Pourquoi cet enfermement négatif et pourquoi une foi si peu éclairée par la raison ?

Surréalisme politique

Haïti est un pays où treize ministères sur quinze sont à terre. Il n'y a eu, en direction de la population, ni information sur le séisme, ni recommandations sur la conduite à tenir en cas



**Port-au-Prince, juillet 2010 : un Haïtien déblayant les gravats à mains nues
(Photo : E. SAUVIGNET/CHF)**

de nouvelles secousses, pas de prise de parole publique, pas de diffusion d'un plan d'aménagement territorial de la zone de Port-au-Prince.

On parle d'élections à l'automne mais ce qu'on voit ce sont de grandes affiches publicitaires avec des visages en gros plan des candidats mais sans aucun programme.

A la télévision, on lit des slogans et on regarde les images de beaux engins reçus pour déblayer les ruines... Mais en marchant le long d'une rue poussiéreuse, on voit une colonne d'hommes et de femmes alignés devant un immeuble effondré, ramassant des gravats et se les repassant de main en main jusqu'à un camion-benne au bout de la rue. Un peu plus loin un groupe de jeunes (employé dans le cadre du programme Cash for Work- Travail contre salaire) ramassent des débris à mains nues et les entassent dans la rue.

Pourquoi cette absence de structures politiques : pas de partis politiques structurés ? Et ce dilemme que posent les élections prochaines : si les élections n'ont pas lieu, Haïti ne respecte pas les prescrit de sa constitution ; si les élections se font dans les conditions actuelles, c'est à dire sans programmes et sans candidats vraiment populaires, quelle en sera la légitimité ?

Surréalisme de la vie quotidienne

Mort et Vie. Jean-Michel, français, un autre «revenant» d'Haïti, est encore sous le choc : depuis le balcon de la maison amie où il loge, on voit en face les débris d'une maison effondrée où, entre quelques pans de murs restés debout, s'enchevêtrent blocs de béton, morceaux de porte, bouteilles, sacs de plastique... Son hôte lui apprend qu'une quarantaine de cadavres est encore ensevelie sous les décombres. Des familles entières que personne n'a réussi à sortir, faute de bulldozers.

Dans le même temps, le temps de la Coupe du Monde, la foule clamait dans la rue lorsque le Brésil ou l'Argentine marquait un but, des gens vêtus aux couleurs de leur équipe favorite s'apprêtaient à faire la fête.

Réalité et Symbole. Yaovi Wulfran Kokouvi, dans son carnet de voyage¹ : « Place du Champ-de-Mars, camp de déplacés. Juste en face du Palais National, des tentes plantées les unes contre les autres. Des familles entières, enfermées dehors, tentent d'exister. Des gamins de tout âge pataugent dans un étang saumâtre et nauséabond qui prend probablement sa source dans la rigole d'à côté, recouverte d'excréments, de bouteilles en plastique et de déchets. Je me faufille péniblement dans une allée sale entre les tentes, à la recherche de la statue du Nèg Mawon, gloire et fierté de tout le peuple noir. Entouré de tentes, caché au regard des passants par des toiles cirées, des arbres et des tôles ondulées. Autour de la statue, des gamins faméliques, nus, sans rêves et sans chaussures, jouent au football. »

1. Yaovi Wulfran Kokouvi, « Haïti, douze jours au milieu des tombes », à commander sur le site www.zzayiti.free.fr

Et pourtant, disent Emeline Sauvignet et Cindy Drogue dans leur rapport de mission du CHF en Haïti en juillet : « les Haïtiens tiennent debout et s'affairent, les écoliers ont remis leur uniforme, les petites marchandes ont repris leurs emplacements, les actifs leurs activités et projets. »

Surréalisme de l'aide

Frantz, notre premier interlocuteur, en visitant un foyer-école en construction, découvre qu'un centre pour enfants des rues y fonctionne déjà sous l'égide de l'UNICEF, mais que les enfants sont hébergés et nourris, sans plus et sans aucune participation active de leur part donc sans aucun projet de resocialisation de ces enfants.

Sur l'enfance et ses besoins, Yaovi Wulfran Kokouvi parle de sa rencontre imprévue avec des enfants qui viennent jouer dans la cour d'un lycée catholique des Gonaïves où lui-même doit faire une conférence : « A quoi peut-on bien jouer dans une cour inondée de soleil ? Me voyant écrire le plan de mon exposé sur un coin du tableau, l'un d'eux, un petit garçon de quatre ou cinq ans s'approche pour me demander si je peux leur enseigner quelque chose. Que peut-on bien enseigner, un dimanche après-midi, à des gamins de quatre à dix ans dont la plupart sont rescapés de l'ouragan Jeanne ou du récent séisme ? Je ne sais pas. Je les laisse choisir le genre d'enseignement qu'ils aimeraient recevoir. Après tout la demande provient d'eux-mêmes. « On peut écrire chacun son nom au tableau et à vous de vérifier si c'est correct ! » Pourquoi pas ? Savoir écrire son nom me paraît autant un devoir qu'un droit ? Très vite, cet exercice séduit tout le groupe, même ceux qui n'ont jamais appris à former une seule lettre. Je reste ainsi à les écouter me parler d'eux et à les regarder passer à tour de rôle au tableau, s'appliquant à écrire leur nom ou à tracer un graffiti censé les représenter. Un enfant a donc si soif d'apprendre. Soudain dans la rue, un camion vrombit. Deux petits garçons jaillissent de leur pupitre en larmes et vont se réfugier derrière une fille à peine plus âgée. Ils poussent des cris éperdus : « Ca va recommencer, Ahneiding, ça va recommencer ! » Je tente de les calmer mais ils s'arrachent de mes mains avec violence et retournent s'abriter derrière Ahneiding. Je savais qu'ils sont d'une même fratrie dont Ahneiding est l'aînée, les parents ont péri dans le séisme, à Port-au-Prince, et un oncle les a recueillis aux Gonaïves. Les deux garçons tremblent de tout leur corps. La grande soeur les rassure. Cette gamine de douze ans à peine a donc la charge de ses frères et soeurs. Pourquoi faut-il que ces minuscules épaules supportent une si lourde charge ? »

Face à ces situations, les ONG et les associations diverses, petites et grandes, peuvent se sentir indispensables. Certes le séisme a entraîné l'arrivée d'une multitude d'acteurs, ONG, institutions internationales, et le renforcement des équipes pour celles qui étaient déjà présentes, ce qui entraîne souvent un certain manque de lisibilité de leurs actions, une critique de la part des Haïtiens et de certaines autorités françaises qui



**Camp de vacances à Vallée, août 2010 :
lecture de conte
(Photo : M. et P. VERMANDE/CHF)**

déplorent que les ONG font ce qu'elles « veulent » (cf : le rapport de mission du CHF).

L'arrivée d'argent, la recherche rapide de collaborateurs ou de correspondants haïtiens, pour un projet préétabli par l'ONG, a été souvent destructurant pour le tissu social local.

Comment repenser l'aide autrement ? Tel projet participe-t-il réellement au relèvement d'Haïti ? Comment juger de l'efficacité, de l'efficience de l'utilisation de l'aide ?

Voilà les questions.

Entre la réalité et le surréalisme, Haïti se débat et se cherche. Ajoutons, sans joie, une note kafkaïenne : celle des exigences posées par les autorités françaises pour l'obtention des visas ou des permis de séjour par des Haïtiens dont les papiers d'état civil ont été perdus ou ont été détruits par le séisme !

ACTUALITE DU MOIS...

La reconstruction sur fond de campagne électorale

Comme l'avaient prédit des spécialistes haïtiens et étrangers, davantage de tremblements de terre et répliques pourraient frapper la république caribéenne à n'importe quel moment. Les révélations faites, lors d'une conférence de géophysiciens, la semaine dernière au Brésil, confirment l'existence d'une faille jusque-là inconnue, laquelle n'a été recensée dans aucune cartographie, qui a provoqué le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti.

Sept mois après le séisme, la mobilisation pour des logements décentes et durables se poursuit

De nombreuses personnes déplacées occupent encore les rues. En outre, l'insécurité, rampante dans tous les premiers moments de l'après-séisme, est aujourd'hui redevenue ou presque, comme dans un passé récent, un élément du décor port-au-princien. Cela par ses coups spectaculaires dont le plus récent est l'assassinat, dans l'après-midi du mardi 3 août, d'un médecin orthopédiste et dirigeant de l'opposition politique haïtienne, Ronald Joseph.

Des maisons-containers pour 5 000 personnes déplacées depuis septembre

Neuf villages pouvant accueillir 5 000 sinistrés seront construits au cours des cinq prochaines années dans le pays, à l'initiative du Centre canadien d'études et de coopération internationale (Ceci). Les sinistrés ne disposent pas d'eau potable, ni de sanitaires. Ce qui fait pulluler les parasites comme les rats et des insectes. De plus, l'insécurité alimentaire sévit, à laquelle s'ajoute l'absence d'électricité. La situation des enfants inquiète également, avec des cas de plus en plus nombreux de grossesse précoce, de « plaçage » (union libre) entre des adolescents de moins de 17 ans ainsi que des violences de « genre » liées à la frustration et à la misère.

Le programme « cash for work » (argent contre travail), mis en place par des organisations humanitaires – accusées d'utiliser le désespoir des victimes du séisme dans les camps comme une vitrine pour leurs actions – est assimilé à du chômage déguisé.

A l'occasion de la journée internationale de l'aide humanitaire, le 19 août 2010, la française Catherine Huck, coordonnatrice humanitaire a.i en Haïti, a rendu hommage aux personnes qui ont spontanément porté secours dans le cadre du séisme du 12 janvier 2010, dans un message de circonstance.

Bientôt une formation professionnelle pour 400 jeunes des quartiers défavorisés

A partir du mois de novembre 2010, 40 éducateurs vont

assurer une formation professionnelle pour environ quatre cents (400) jeunes défavorisés de 16 à 24 ans dans les domaines de l'électricité, de l'informatique, du bâtiment ainsi que dans d'autres filières génératrices d'emplois. Cette activité, qui lie le sport à la formation technique et l'esprit d'entreprise, s'inscrit dans le cadre de l'exécution, en Haïti, du programme de formation dénommé « A GANAR ». Il est mis en œuvre par l'association des partenaires des Amériques en vue d'aider des jeunes à risque à développer et transformer leurs compétences en profitant de la passion que produisent des disciplines sportives. Mis en œuvre par l'association sportive "l'Athlétique d'Haïti", le projet est financé à hauteur de 450 000 dollars américains [US \$ 1.00 = 41.00 gourdes; 1 euro = 55.00 gourdes aujourd'hui] par la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

Plusieurs centaines de personnes déplacées menacent de boycotter les élections de novembre

Au cours d'une nouvelle manifestation, le jeudi 26 août 2010 à Port-au-Prince, plusieurs centaines de personnes déplacées ont menacé de boycotter les élections présidentielles et législatives annoncées pour le 28 novembre prochain, au cas où des mesures immédiates ne sont pas prises pour mettre fin à leurs conditions de vie peu décentes dans les camps. Sur 39 candidatures à la présidentielle, le CEP a retenu 19 et rejeté 15, dans la soirée du 20 août. La mission d'observation électorale Oea/Caricom (Caricom=marché commun des pays des Caraïbes), déployée à partir du 5 août 2010 en Haïti, a souligné l'insuffisance de transparence dans l'invalidation de certaines candidatures à la présidentielle de novembre.

La justice et la police nationales en porte-à-faux

Depuis jeudi soir 26 août, les autorités nationales se trouvent dans une situation embarrassante après la décision "célère" de la justice de "condamner à trois mois de prison ferme, à la suspension de ses droits civils et politiques pour une période de six mois et à une révocation" le policier national Wanzo Gilles, accusé par le chef du parquet, près le tribunal civil de la capitale, Me Harrycidas Auguste, d'« outrage à magistrat ». Lundi 30 août, des policiers de divers commissariats de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince ont entamé un mouvement de protestation devant l'entrée du parquet dans

le quartier de Lalue (centre de la capitale) en soutien à leur collègue incarcéré au Pénitencier national (prison civile de la capitale).

Initiatives de mémorial et dispositions pour récupérer des collections patrimoniales endommagées

Après l'idée lancée, en juillet 2010, par un « Collectif mémorial des victimes du 12 janvier 2010 », d'honorer la mémoire des personnes disparues, par des mémoriaux érigés dans les zones touchées, d'autres initiatives voient le jour. Le Comité National de Coordination du Mémorial du 12 janvier 2010 (CNCM), officiellement rendu public le 30 août, compte « établir un registre des victimes du séisme et ériger des mémoriaux en signe de deuil collectif ». Un concours international, sous l'expertise et l'expérience de l'Union Internationale des Architectes (UIA) et de plasticiens

haïtiens, sera ouvert en vue de la conception des monuments "lieux de mémoire" (dont un parc mémorial avec 2010 arbres à Léogane), non seulement pour les ressortissants haïtiens, mais aussi pour rendre hommage aux étrangers morts dans le séisme.

Les pays sud-américains décident de renforcer la coopération avec Haïti

Le président de l'Equateur, Raphael Correa, a procédé, en cette fin d'août 2010 à Port-au-Prince, à l'installation d'un secrétariat technique et politique de l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR). Cette structure, présentée depuis quelques semaines dans les médias en Haïti, aura pour mission de coordonner les activités de reconstruction avec le gouvernement.

VU DANS LA PRESSE ET DANS L'EDITION...

Haïti se prépare à des élections générales malgré le désordre laissé par le séisme

J-M. CAROIT, in *Le Monde*, 22 septembre 2010



« J'ai conscience de cautionner un conseil électoral contesté, mais ne pas faire ces élections aurait des conséquences désastreuses pour le pays », plaide Mirlande Manigat, candidate à la présidence de l'opposition centriste

de raison d'aller voter. Ils ont été oubliés par le gouvernement, beaucoup ont perdu leur carte » prévient Jonas Atis, jeune responsable de la fédération des organisateurs de camps.

« Dans les camps [de sinistrés], les gens disent qu'ils n'ont pas

« Cette révision [mise à jour du registre électoral ndlr] va porter sur 9 à 10% des électeurs inscrits, décédés avant et pendant le tremblement de terre ou partis à l'étranger », calcule M. Seitenfus

René, Wyclef et les autres

R. CARAYOL, in *Jeune Afrique*, 4 septembre 2010



« [Wyclef Jean] n'avait que peu de chances d'être élu, mais sa parole est écoutée par les jeunes », assure un fonctionnaire national. « Il représente ce que cherchent les Haïtiens : un homme neuf, un fils du peuple qui n'a pas trempé dans les intrigues politiciennes », analyse le politologue antillais Julien Mérian.

[...]l'écrivain Lyonel Trouillot déplore une situation dont on pourrait rire, si ne se jouait le destin d'un pays, mais « on ne peut pas rire d'un arbitre vil, d'un match truqué, d'un sélectionneur national qui choisit les pires joueurs pour monter une équipe, d'une fédération internationale prête à cautionner toutes les saloperies pourvu qu'on lui foute la paix. Et on ne

peut pas rire de la panique qui frappe certains secteurs sociaux devant la candidature de Wyclef Jean. Car la candidature de Wyclef Jean – et la réaction positive à cette candidature dans les milieux populaires urbains, chez les jeunes en particulier – est moins un problème qu'un symptôme. »

Les dés sont-ils pipés ? Beaucoup le pensent ; le pouvoir s'en défend ; les instances internationales s'en inquiètent.

Il ne faudrait pas grand-chose pour que les jeunes, pour l'heure guidés par un sentiment de résignation, décident de tout casser, estiment les observateurs. La reconstruction, considérablement ralentie par la campagne politique, n'en serait que plus difficile.

Pierre Duquesne, représentant de la France à la CIRH [...], rappelle que l'action engagée à Haïti ne vise pas à « reconstruire à l'identique » ce qui existait avant le 12 janvier, mais à construire un véritable état, sur le long terme.

Le cinéaste Raoul Peck - Entretien

propos recueillis par I. POITTE, in *Télérama*, 8 septembre 2010



Vous avez été ministre de la Culture d'Haïti en 1996 et 1997, puis vous avez démissionné avec plusieurs membres du gouvernement. Comment cette expérience a-t-elle nourri votre réflexion ?

Cette expérience [...] m'a permis de comprendre les difficultés d'un pouvoir dans le quotidien de la cité. [...]

On perd aussi l'idée, belle, qu'une révolution ou qu'un homme peuvent tout changer.(...)Une explosion peut crever l'abcès, mais après il faudra tout reconstruire...avec quasi les mêmes, car aucun pays n'a un peuple de rechange, des juges de rechange, des policiers de rechange. Beaucoup de politiciens de gauche, en Haïti, en France aussi d'ailleurs, ont gardé une culture d'opposition et de militantisme et n'arrivent pas à faire la transition vers une démarche de prise de pouvoir, qui implique des alliances (voir Lula au Brésil)...et des compromis.

Vous êtes retourné en Haïti quelques jours après le séisme. Vous étiez alors pessimiste sur la capacité de l'Etat et de la communauté internationale à organiser la reconstruction. Comment voyez-vous l'évolution de la situation ?

[...] Et je pense que des scandales vont éclater au grand jour dans les mois à venir à cause de la présence excessive du personnel humanitaire. Le stade de l'urgence est dépassé, et on assiste aujourd'hui à l'installation d'une infrastructure permanente. Les ONG sont trop nombreuses et mal contrôlées. A Port-au-Prince, par exemple, les trois quarts de la capacité hôtelière ont été détruits : imaginez la place prise par ces dizaines de milliers de travailleurs humanitaires. Certains occupent les maisons encore debout de la classe moyenne, qui a par ailleurs tout perdu. Je connais des gens qui louent leur maison à des humanitaires et dorment dans leur voiture.

[...] la vraie question est : sommes-nous en train d'employer la bonne méthode ?

Qu'entendez-vous par là ?

En toute modestie, je pense qu'il aurait fallu écouter les locaux et leurs besoins. Résoudre les urgences mais viser le long terme en même temps. Par exemple, construire rapidement – il est trop tard – des abris provisoires mais en dur, tout en lançant des plans pour des lieux de vie plus pérennes. Ne pas créer de futurs bidonvilles comme c'est le cas actuellement. L'aide humanitaire immédiate aurait dû être donnée directement aux associations, aux responsables de quartier : ils se seraient organisés eux-mêmes et on aurait relancé l'économie locale. Non, on a préféré, au début, lancer des sachets du haut des camions, par peur de la population et pour la maintenir dans son rôle de victime incapable.

L'Etat haïtien peut-il réagir à cette situation ?

L'Etat était déjà faible avant le tremblement de terre. [...] (Mais) l'ONU et la communauté internationale valideront toute élection qui aura un semblant formel de démocratie parce qu'il leur faut des interlocuteurs légitimes. Ils ne veulent pas d'une période de transition qui repousserait les décisions.(...) Dans cette période complexe, la situation va empirer.

[...] Le risque d'explosion est latent, et même imminent.

LE COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE...

Quelles sont les nouvelles de la collecte « Haïti, mobilisation 2010 » lancée par le CHF dès le 13 janvier ?

Suite au séisme qui a frappé la République d'Haïti, le 12 Janvier 2010, vous avez été nombreux (individus, associations, organisations non gouvernementales, communes, etc...) à témoigner votre générosité envers le peuple haïtien.

Vous avez confié au Collectif Haïti de France (CHF) vos dons (33 477 € au 6 septembre 2010), nous tenons à vous faire une première restitution de l'utilisation de votre argent :

10 000€ - Contribution à un « Télécentre Mobile » du Groupe Medialternatif

Ce projet met à disposition, sur une base itinérante des outils informatiques de communication et d'information au service des personnes vivant dans les camps dans et autour de Port-au-Prince. Il s'agit d'accueillir à parité des jeunes entre 15 et 25 ans. Les effectifs sont fixés à 10 personnes par heures soit 60 par jour. Les mêmes personnes fréquentent le Télécentre un mois durant soit 4 séances d'une heure. Les personnes sont, en amont, sélectionnées par le Comité de Gestion du Camp. Le coordinateur insiste sur le fait qu'il est important d'arriver à constituer des groupes les plus homogènes possible. L'objectif des séances reste très pratique. Les jeunes auront, notamment, au bout des 4 séances rédigés leur CV et lettre de motivation, chercher des informations dans les domaines d'activités qui les concernent, écrire un blog sur leur camp ou apprendre à utiliser un ordinateur. Ce télécentre circule dans six camps (une journée par semaine par camp), les salariés et le président du CHF sont allés voir le projet dans les camps du Pétionville Club et de Tabarre. Le projet a débuté à la mi juin 2010 et durera 8 mois. Les partenaires du projet sont Reporters sans frontière, l'UNESCO, l'AFP Fondation et le CHF.

3 400€ - Formation et travail avec un réseau de pigistes, issus des provinces d'Haïti avec Alterpresse

Afin d'améliorer la couverture nationale des informations

de l'agence en ligne Alterpresse, (qui fait partie du Groupe Medialternatif), la FOKAL (Fondation Connaissance et Liberté, basée en Haïti) et le CHF ont décidé de soutenir le projet de mise en place d'un petit réseau de pigistes en provinces travaillant pour Alterpresse. Ce réseau permettra de sortir d'une actualité particulièrement « port-au-princienne » et d'aborder les thématiques peu traitées généralement dans l'actualité haïtienne. Les informations récoltées par ce nouveau réseau de correspondants apparaîtront notamment dans le bulletin hebdomadaire « Une Semaine en Haïti » du Collectif Haïti de France.

5 000 € - Cofinancement d'un poste salarié à VETERIMED

VETERIMED avait besoin de se renforcer structurellement en créant un nouveau poste salarié au sein de son équipe. Le Collectif Haïti de France a décidé de cofinancer sur une année un poste en vue de faciliter la gestion des parrainages et le suivi du programme « solidaires des éleveurs haïtiens » (appelé en Haïti programme « manman bèf ») dont nous faisons la promotion en France depuis maintenant 6 ans. Ce poste accélérera, entre autres, la circulation d'informations entre les investisseurs en France et les bénéficiaires en Haïti.

15 077 euros n'ont pas encore dépensés. Les membres du Conseil d'Administration du Collectif Haïti de France et leurs partenaires n'ont pas encore décidé de l'avenir de cette somme collectée. Les trois actions soutenues plus haut demandant une démarche pérenne, il est possible qu'il serve à la poursuite des activités le moment venu. Nous avons donc toujours besoin de votre soutien !

Le Collectif Haïti de France (CHF) rappelle qu'il n'a pas voulu s'inscrire dans une démarche d'urgence ; son désir a toujours été de travailler dans la durée en soutenant ses partenaires en Haïti. Nous espérons que ces attributions correspondent à vos souhaits et nous serions heureux de connaître vos réactions pour ces trois actions.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris - Tel : 01 43 48 31 78
contact@collectif-haiti.fr / www.collectif-haiti.fr

Rencontre des ONG membres de l'Espace de Partenariats Franco-Haïtiens, mercredi 8 septembre

Une quinzaine de représentants d'ONG se sont réunis courant septembre pour continuer le travail d'échange d'informations et le travail de plaidoyer réalisé depuis plus de 5 ans et amplifié depuis le 12 janvier. Electriciens sans frontières, France Volontaires, Architectes sans frontières, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, SOS Enfants sans Frontières, Sport sans frontière, Solidarité Laïque, Bibliothèques sans frontières, L'Appel, CCFD-Terre Solidaire et le Collectif Haiti de France ont pu échanger les dernières nouvelles concernant leurs projets sur place.

De plus, plusieurs participants ont soulevé au cours de la

réunion « l'image des ONG » qui a vraisemblablement tendance à s'affaiblir sur place. Certaines personnes ont également demandé quelles instances de coordination fonctionnaient actuellement en Haïti. Il a été évoqué : les Clusters, la CIRH, le CLIO par exemple. Certains notent pour ce qui est du Cluster éducation, par exemple, qu'il y a beaucoup de bonnes volontés mais finalement peu de moyens d'actions. Certains évoquent le fait que concrètement il ne semble pas y avoir de coordination entre les ong et qu'il n'existe pas de moyen de vérifier qui fait quoi. « Les ONG qui travaillent dans le même camp ne se connaissent pas entre elles. »

Rencontre des associations et individus membres du CHF d'Ile de France et leurs amis, samedi 11 septembre

Entre vingt et trente personnes se sont réunies le samedi 11 septembre pour partager ensemble des constats sur la situation haïtienne 8 mois après le tremblement de terre ainsi que pour évoquer les projets de solidarité de chacun. Les participants se sont ensuite répartis en groupe de travail sur les thématiques identifiées ensemble : bâti - foncier ; zones rurales ; éducation ; financements des projets.

Voici un extrait du compte-rendu de cette journée, sur la question particulière de l'envoi de containers :

« Plusieurs histoires différentes sur l'envoi de containers en Haïti témoignent des mêmes difficultés (logistique sur la récolte en France, durée de voyage, dédouanement sur place, coût de transport, etc.) : un container envoyé le 30 juin est arrivé 2 mois après en Haïti, un autre a été envoyé 1 avril et il est sorti effectivement du port de Port-au-Prince le 18 juillet, et ce grâce à l'intervention quotidienne auprès de la douane d'un membre de l'association basée en France venu spécialement en Haïti pour cela. La douane taxe l'arrivée de chaque container 300 dollars US au minimum. Puis, tout est fait pour que le container reste plus longtemps que les 18 jours forfaitaires gratuits (40 dollars par jour supplémentaire). Le séisme n'aurait rien changé sur la facilité d'envoi et de réception de containers. Au contraire, la situation aurait empiré.

« Des discussions informelles pendant le repas arrivaient à

la conclusion que la solution d'envoyer des containers de nourriture, vêtements, médicaments, n'étaient pas forcément la meilleure pour nous notamment concernant la logistique de la récolte en France et le chargement du container. Les frais d'envoi, de dédouanement dépassent parfois la valeur de la marchandise. L'acheminement de la marchandise et la logique de distribution sur place doivent être pensés en amont avec les partenaires haïtiens. Le temps entre la décision d'envoyer un container et la distribution sur place dépasse souvent les 6 mois, ce qui ne correspond plus à de l'urgence, comme prétend le faire l'envoi de containers.

« Enfin, l'envoi de container peut parfois être nuisible aux Haïtiens. Par exemple, les aliments envoyés et distribués gratuitement empêchent les producteurs haïtiens de vendre leur production, l'envoi de médicaments qui n'est pas autorisé par la liste officielle de l'OMS peut nuire à la santé des personnes qui les consomment.

« L'argent et l'énergie déployés dans cet envoi de container « en urgence » pourrait être utilisés dans le cadre d'un projet de développement, monté et pensé en amont par et avec les partenaires haïtiens, pour plus d'impact sur le moyen terme sur place. »